

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Dialogue-de-paix-a-Oslo-entre-le-gouvernement-colombien-et-les-Farc>

Dialogue de paix a Oslo entre le gouvernement colombien et les Farc

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : lundi 27 août 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La rumeur enfle en Colombie, malgré l'absence de confirmation officielle, sur l'ouverture prochaine d'un dialogue de paix avec la guérilla des Farc, prévu à partir d'octobre en Norvège puis à Cuba, une perspective historique après 48 ans de conflit.

Selon les principaux médias colombiens, des contacts secrets à La Havane entre des émissaires du gouvernement et de la rébellion marxiste, la principale du pays avec 9200 combattants, auraient permis de s'accorder sur le calendrier.

L'ancien vice-président colombien Francisco Santos, journaliste réputé, a qualifié lundi d'imminente l'officialisation de ces discussions.

Le chef de l'État Juan Manuel Santos « annoncera dans les prochains jours le début de négociations avec les Farc » (Forces armées révolutionnaires de Colombie), a-t-il assuré, lors de son émission à la radio RCN.

Ces pourparlers « commenceront à Oslo le 5 octobre avant de se poursuivre à La Havane », a indiqué l'ex-responsable, vice-président entre 2002 et 2010 dans le gouvernement d'Alvaro Uribe et cousin de l'actuel président, dont il est un opposant déclaré.

« Si ces contacts se confirment, je suis optimiste. Je crois que tant le gouvernement que les Farc ont compris que continuer la guerre n'a pas de sens », a confié à l'AFP Daniel Garcia-Peña, ancien commissaire à la paix entre 1995 et 1998 dans le gouvernement d'Ernesto Samper.

« La guérilla sait depuis longtemps qu'elle ne prendra pas le pouvoir par les armes et se convertira en force politique que dans un scénario de fin de conflit. Le gouvernement de Santos sait aussi que c'est central pour l'intégration réussie de la Colombie dans le concert des démocraties », a-t-il ajouté.

Toutefois, le gouvernement ne s'est pour l'instant pas prononcé sur ces contacts présumés à La Havane, une hypothèse dont s'était fait l'écho il y a quelques jours M. Uribe, symbole de la politique de fermeté envers les Farc, pour la dénoncer.

Lors d'une rencontre avec des étudiants lundi, l'ancien dirigeant a reproché à son successeur d'être « permissif » et d'avoir permis la « recrudescence du terrorisme », dénonçant une « complicité » avec le président socialiste vénézuélien Hugo Chavez qui prêterait aussi son concours dans le cadre d'un dialogue de paix.

Depuis son arrivée au pouvoir en 2010, le président Santos n'a cessé de réaffirmer qu'il était prêt à apporter une issue négociée, demandant aux Farc de donner des preuves de bonne volonté.

Repliée dans les régions rurales du pays, la guérilla, dont les attaques ne faiblissent pas malgré des revers qui ont divisé ses troupes de moitié en dix ans, lance aussi régulièrement des appels à la paix.

Elle a renoncé en février à la pratique des enlèvements contre rançon, avant de libérer en avril les dix derniers policiers et militaires encore retenus en otage.

Dialogue de paix a Oslo entre le gouvernement colombien et les Farc

Autre signe d'espoir, le Parlement colombien a approuvé à la mi-juin un projet de réforme constitutionnelle destinée à encadrer la démobilisation des différents mouvements de guérilla en cas de futures négociations de paix.

Un acquis qu'a rappelé lundi le procureur général de Colombie, Eduardo Montealegre, en exhortant le pays à « avancer vers le processus de paix », dans une déclaration à la radio W de Bogota. « La paix est un devoir et un droit constitutionnel », a-t-il martelé.

La perspective de négociations de paix, qui suscite un certain consensus dans la classe politique à l'exception notable de M. Uribe, est approuvée par 74% des Colombiens (contre 25,8%), selon un sondage publié la semaine dernière.

Les dernières et uniques négociations menées avec les Farc remontent à 2002. Les autorités les avaient alors rompues, en accusant la guérilla d'avoir profité de la démilitarisation d'une partie du territoire pour se renforcer.

Guillermo Barros[Agence France-Presse](#). Bogota, le 27 août 2012.